

CAC 40 4 114,29 -0,48%	DOW JONES 16 025,53 +0,03%	NASDAQ 4 068,75 +0,15%	1 EURO 1,3749\$ +0,09%	BRENT 110,0\$ -1,16%	OR 1 256,8\$ +1,45%
---------------------------	-------------------------------	---------------------------	---------------------------	-------------------------	------------------------

Rechercher...

🏠 > RÉGIONS > LANGUEDOC-ROUSSILLON

## Près de 900 participants au Sommet économique du Grand Sud

POLITIQUE ÉCONOMIQUE



Le magazine Objectif Languedoc-Roussillon a organisé le 3e Sommet économique du Grand Sud, le 5 décembre à Montpellier. © DR

📌 Objectif Languedoc-Roussillon | 09/12/2013, 18:16 - 856 mots

Le 3e Sommet économique du Grand Sud, organisé par Objectif Languedoc-Roussillon le 5 décembre à Montpellier, a rassemblé une vingtaine d'acteurs économiques et institutionnels de haut vol sur les questions de la compétitivité, la coopération et la croissance à l'horizon 2030.

### 1ere table ronde : la compétitivité

Thématique de la première table ronde, animée par Anthony Rey, rédacteur en chef d'Objectif Languedoc-Roussillon :

**«Quelles sont les dynamiques à améliorer ou à imaginer afin d'instaurer une stratégie concertée entre les territoires et les entreprises dans la conquête de nouveaux marchés?»**

Pour en débattre, le Sommet économique du grand Sud avait invité huit intervenants : Martin Malvy (ancien ministre et président de la Région Midi-Pyrénées), Bernard Keller (maire de Blagnac et président de la commission Développement économique et emploi de la Communauté urbaine Toulouse Métropole), Jean-Pierre Moure (président de Montpellier Agglomération), Jean-Charles Hourcade (directeur général de France Brevets), Marc Lhermitte (associé d'EY Advisory), Bertin Nahum (président fondateur de Medtech), Ludovic Le Moan (P-dg de Sigfox) et Jean-Yves Courtois (président d'Orolia). La compétitivité des entreprises est au cœur de toutes les préoccupations. « Il n'y a pas de politique industrielle possible sans politique de filière », affirme Martin Malvy. « La France dispose de politiques qui ont montré leur capacité à accompagner les entreprises, et elle se positionne de manière efficace, répond Bertin Nahum. Le rôle d'une entreprise n'est pas de lever des aides publiques et subventions, mais de générer du chiffre d'affaires : les pouvoirs publics doivent aider les jeunes entreprises à capter leur première commande. Et là, les choses sont à améliorer. »

### SUR LE MÊME SUJET

- > Entretien Fleur Pellerin
- > Objectif L-R

### NEWSLETTER

Inscrivez-vous à la newsletter :  
**L'Actu du Jour**

Email

**OK**

## 2e table ronde : la coopération

La seconde table ronde a réuni autour d'Emmanuelle Durand-Rodriguez, rédactrice en chef d'Objectif News, Véronique Védrine (directrice du réseau Sud bpifrance), Jean-Pierre Frémont, (directeur du marché collectivités, territoire et solidarité d'EDF), Karim Messeghem, (directeur du LabEx Entreprendre), Stephan Brousse (P-dg de Brousse Vergez, conseiller spécial TPE-PME de Pierre Gattaz, président du Medef), Stéphane Reboud (directeur du site Dell Montpellier), et Éric Guilloteau (Région Aquitaine).

**Question débattue : « Quelles interactions entre grands groupes et PME, entreprises et collectivités, ou de PME à PME ? ».**

De l'avis général, la collaboration reste très utile pour la prospection de marchés à l'étranger, mais ne remet pas en cause les fondamentaux de la très libérale concurrence. Les discussions ont également tourné autour de thématiques, comme celle de la culture d'entreprise, de l'ambition des dirigeants à grandir, des méthodes de financements (notamment publics) des entreprises, et autres conditions favorables à la croissance des entreprises. « Ce qu'il faut parvenir à mettre en place c'est de la "coopération", autrement dit, ne pas opposer concurrence et coopération, l'objectif étant de mutualiser des moyens financiers au service de la croissance, mais également de développer un projet de société incluant réellement tous les acteurs et individus de la vie économique », indique Karim Messeghem.

## 3e table ronde : la croissance

**Le dernier temps fort de la journée était centré sur la notion de croissance à l'horizon 2030.**

**La séance plénière, animée par Perrine Créquy, rédactrice en chef Entrepreneuriat et Innovation à La Tribune, a vu les interventions de Nicolas Leroy-Fleuriot (P-dg de Cheops Technology),** Stéphanie Gottlib Zeh (Schlumberger software director), Marc Doncieux (directeur général d'Europa Organisation), Dominique Seau (président du groupe Eminence, vice-président de l'Union des Industries Textiles, président de la Fédération de la Lingerie et de la Maille), Daniel Cohen (économiste et professeur de sciences économiques à l'École Normale Supérieure de Paris), Christian Bourquin (sénateur et président du Conseil régional du Languedoc-Roussillon), Josy Reiffers (directeur général de l'Institut Bergonié, adjoint au Maire de Bordeaux chargé de l'Emploi et du Développement), et Holger Reinecke (directeur de l'IMTEK, à l'Université de Fribourg, Allemagne).

Les chefs d'entreprise ont tous pointé la nécessité d'être réactif en accompagnant les projets d'entreprise les plus ambitieux au plus tôt. « Le site de Montpellier est passé de 5 à 180 personnes en quelques années, car nous faisons face à une période d'essor sans précédent dans mon domaine, souligne Stéphanie Gottlib Zeh. Mais il y a toujours un facteur temps pénalisant, dans les délais administratif et délais d'investissement. Une bonne idée doit être mise à exécution tout de suite, à l'image des Etats-Unis.»

**Un sentiment auquel Nicolas Leroy-Fleuriot fait écho : « Il faut être de plus en plus agiles, souligne-t-il. Le secteur des TIC enregistre une rupture technologique tous les ans. »** Mais pour Daniel Cohen, l'échéance proposée de 2030 invite à voir au-delà. « Internet et les smartphones, c'est ludique, pas plus, tranche-t-il. Quand on communique déjà 24h sur 24, on ne peut faire plus dans cette voie. Il faut adopter un nouveau regard sur la croissance en devenir, le monde post-industriel, qu'il faut habiter dès aujourd'hui. Il faut voir les secteurs de la santé et de l'enseignement comme des biens à monétiser, et non des coûts.»

En clôture du Sommet économique, a été diffusé en vidéo un entretien avec Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des PME, de l'Innovation et de l'Économie Numérique.